

## Avec les fonctionnaires!

« La fonction publique n'est pas à vendre », a vivement réagi le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec, dans le cortège intersyndical du 22 mai, à Brest.

« Une réflexion approfondie sur le service public peut et doit être menée. Le sens de notre service public, l'ambition que nous nourrissons collectivement

pour lui, doivent être réinterrogés en permanence pour lui permettre de se transformer et rendre le meilleur service public à chacun », ont insisté Olivier Faure et la secrétaire nationale à la Politique économique, aux Services publics et à la Justice fiscale, Christine Pires-Beaune. « Pour porter les fruits d'un changement réel, bénéfique pour tous les citoyens, bien compris et largement accepté, cette démarche ne peut se passer d'un large rassemblement et d'un long temps de réflexion, de consultations avant l'application. Une réforme ne peut pas non plus menacer les fondements du service que sont l'équité territoriale ou le statut des fonctionnaires qui le font vivre au quotidien. »

Or, le gouvernement fait l'inverse de ce qu'il faudrait faire.

Et surtout, il utilise toujours les mêmes vieilles ficelles : d'ici quelques semaines sera rendu public le rapport du Comité action publique 2022. Comme le rapport Spinetta l'a fait pour la SNCF, des informations récentes permettent d'en attendre les propositions les plus outrancières, que le gouvernement aura beau jeu de ramener à des mesures plus modestes quoiqu'encore inacceptables.

Le recours massif à la contractualisation, y compris dans certaines fonctions



Un mot d'ordre unitaire

régaliennes comme la police, serait envisagé. « Nous ne pouvons que nous opposer fermement à cette idée », ont martelé Olivier Faure et Christine Pires-Beaune. « Une telle mesure serait de nature à mettre en danger des libertés publiques et la neutralité des fonctionnaires, qui sont les bases mêmes du service public. Les agents contractuels n'ont à l'évidence pas la même liberté de désobéir aux ordres, manifestement illégaux, qu'ils peuvent recevoir et peuvent constamment être soumis à un chantage à l'emploi. »

La suppression aveugle et idéologique de 120 000 postes de fonctionnaires, alors que nombre de services disposent déjà de moyens réduits à peau de chagrin, relève du pur arbitraire.

« Le Parti Socialiste demeure ouvert au principe d'une réforme si elle sert le renforcement de nos services publics. Les bases actuelles du débat font craindre tout l'inverse. Le gouvernement doit radicalement changer de méthode et lancer, dès à présent, des consultations généralisées, ouvertes et publiques prolongées, impliquer le Parlement et renouer sans délai les fils de la négociation avec les organisations représentatives des agents des fonctions publiques. »

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 24/05/2018

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Saluds de pauvres?

Dans une note publiée par *Le Monde*, le 18 mai dernier, on apprenait que la direction du budget, à Bercy, travaillait à réduire certaines prestations sociales comme l'APA, le RSA, les APL ou les bourses universitaires.

Le 20 mai, Bruno Lemaire a bien confirmé que le gouvernement travaille sur une baisse des prestations sociales mais « lorsque le chômage baissera », a précisé le ministre. Cette annonce est d'autant plus inacceptable qu'Emmanuel Macron ne l'a jamais indiqué dans son programme. Et, pire, il a même fait campagne en promettant d'augmenter la plupart de ces prestations, en particulier l'APA.

Et comment va procéder le gouvernement? Il va vérifier si tous les allocataires de l'AAH la « méritent » bien? Alors qu'elle s'élève au maximum à 819 euros?

Cette volonté de s'attaquer à la solidarité nationale est d'autant plus choquante que le gouvernement s'est privé de plusieurs recettes fiscales en exonérant les contribuables les plus fortunés.

# Doux : une nouvelle page à écrire

« C'est un soulagement, après une longue période d'incertitudes, pour les salariés et les éleveurs. L'essentiel des emplois (811) est sauvé, des propositions sont faites pour ceux qui ne sont pas repris et un nouveau projet, porteur d'avenir, est sur la table. La période de liquidation se termine, celle de la transformation commence : c'est une nouvelle histoire qui s'engage. Il faut maintenant que ces offres puissent devenir réalité pour en faire des succès économiques, sociaux et territoriaux ». Loïg Chesnais-Girard, président du Conseil régional, a fait part de sa satisfaction à l'annonce de la décision rendue, le 18 mai, par le tribunal de commerce de Rennes sur le dossier de reprise du groupe volailler Doux.



Un projet porteur d'avenir

Le président du Conseil régional avait, dès le mois d'avril, posé trois conditions pour que la Région intervienne dans le tour de table : le

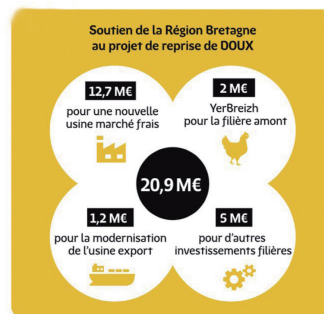
maintien d'un maximum d'emplois sur le territoire, dans l'entreprise et chez les fournisseurs et les éleveurs. Ensuite, la volonté que la Bretagne reste un acteur majeur de la volaille et préserve ses savoir-faire. Et enfin que le ou les projets soient crédibles économiquement et durables pour les salariés, les fournisseurs et les éleveurs. « Nous partageons le même souhait qu'une solution pérenne soit trouvée pour assurer l'avenir de l'entreprise finistérienne, l'inscrire dans une dynamique de développement durable et garantir le maximum d'emplois », avait indiqué la présidente du Conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles.

« C'est une nouvelle histoire qui s'engage. »

Même si le Département ne dispose pas des mêmes possibilités d'intervention économique, le Conseil départemental du Finistère soutient la démarche de la Région Bretagne.

« Le travail mené a été exemplaire », a insisté le président du Conseil régional qui a cité, entre autres : « les salariés et leurs représentants syndicaux, dont l'attitude et l'engagement ont été remarquables. Mais également, les éleveurs, la profession agricole, les élus ; l'État, le Comité Interministériel

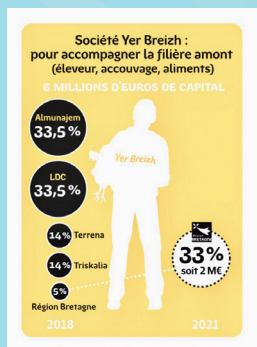
de Restructuration Industrielle (CIRI), les administrateurs judiciaires, Maîtres Merly et Abitbol ; LDC, Almunajem, Terrena, Triskali. La société des volailles de Plouray, Saria, pour la qualité de leur offre reconnue par tous les acteurs ; Terrena, à nouveau, qui a accompagné l'entreprise jusqu'au bout pour que les choses se passent au mieux ; mais aussi les industriels qui ont fait des propositions de reprise, sans être retenus, en particulier le groupe MHP qui, le premier, a cru dans les capacités de l'entreprise et des salariés ».



Un engagement considérable

L'engagement considérable de la Région pour crédibiliser le plan de reprise se manifestera aussi par un effort de formation pour les salariés qui malheureusement resteront sur le carreau. En effet, 249 d'entre eux ne seront pas repris immédiatement dans le plan validé par le Tribunal de commerce de Rennes. Maintenant la reconquête du marché intérieur peut commencer.

## Yer Breizh



Depuis plusieurs mois, la Région avait annoncé qu'elle prendrait ses responsabilités et s'était engagée au côté des industriels pour trouver des repreneurs. Cependant, « rien n'était joué et nous aurions pu nous retrouver sans aucune solution », a rappelé le président Chesnais-Girard. La Région, comme il s'y était engagé, déblocquera 20 millions d'euros pour accompagner ce projet de reprise. Il se traduira par l'arrivée de nouveaux partenaires industriels, la construction d'une usine à Châteaulin pour cibler les nouveaux marchés du poulet frais en France et le maintien d'une activité poulet export. Demain, la Bretagne sera un acteur majeur dans la reconquête du marché français de la volaille, dépendant encore, aujourd'hui, à 45% des produits d'importation.

La transformation du modèle a toujours été une condition sine qua non de l'implication de la Région Bretagne dans un

projet de reprise. La Région va devenir actionnaire de Yer Breizh, nouvelle entreprise qui regroupera les acteurs de la filière (éleveurs, accouveurs et aliments).

C'est la première fois, depuis les récentes lois de décentralisation, qu'une région française entre au capital d'une entreprise. Pour Loïg Chesnais-Girard, c'est une nouvelle façon d'agir en faveur du développement économique, en devenant un véritable partenaire industriel. « La Bretagne a vocation à être leader du nouveau monde de l'alimentation qui se dessine », poursuit le président. « Les consommateurs n'ont plus des attentes mais des exigences. Ils achètent bien plus qu'un produit alimentaire, ils achètent des pratiques, un territoire, une authenticité, une proximité, de la qualité, de la traçabilité. Ce nouveau projet s'inscrit pleinement dans cette mutation ».

Le président de Région réunira le lundi 4 juin prochain, à Châteaulin, les élus régionaux membres de la commission permanente pour confirmer le soutien régional au projet de reprise et de transformation.

# L'enfer c'est les autres ?

**Comment combattre les incivilités ? À Saint-Renan, les élu.es d'opposition du groupe *Le nouvel élan pour Saint-Renan* cherchent à proposer des solutions, élaborées collectivement. « Nous avons interrogé les habitants par le biais d'un questionnaire sur internet pour connaître leurs préoccupations. À partir de leurs réponses, nous avons bâti un programme de café-débats », explique Serge Odeye.**

Pour le premier atelier, qui s'est tenu il y a quelques semaines, la question était : s'alimenter est-il un acte citoyen ? Tout le monde s'est accordé pour répondre oui.

Plus de 80 % des personnes qui avaient répondu au questionnaire, estimaient que la question des incivilités était importante et méritait qu'on en débattenne. C'est donc cette problématique qui était à l'ordre du jour du café-citoyen qui s'est tenu le 17 mai.

Il ne faut que quelques accessoires pour réussir un café citoyen : des

post-it et des feutres pour la réflexion et quelques verres pour la convivialité.

La réflexion s'organise autour de trois phases : Chaque participant note sur un post-it des exemples d'incivilités dont il a pu être témoin ou victime. Puis, en petits groupes, sur la base de ces exemples, chacun tente de définir les incivilités. Enfin, la troisième phase consiste à trouver des solutions.

Les incivilités concernent, à Saint-Renan, essentiellement, tout ce qui

tourne autour des déplacements (voitures ou vélos), des animaux domestiques et des déchets ou détritus.

Une fois déterminée la typologie des incivilités, se posent plusieurs questions : où se situe la limite entre incivilité et délit ? Faut-il avoir conscience d'enfreindre la loi pour commettre un délit ? Si la réponse à cette question est judiciaire, il n'en demeure pas moins que la plupart des incivilités peuvent prendre fin par le dialogue et la pédagogie. Sauf cas extrêmes... Car pour les participants, on est plus sûr de l'ignorance que sur de la malveillance.

Même si Saint-Renan ne peut, évidemment pas être comparée au New York des années 80, pour tout ce qui touche au respect de l'espace public et au mobilier urbain, la notion de « tolérance zéro » est apparue comme toujours pertinente.

La vie en société exige le respect des autres. Et un rappel incessant des règles de vivre ensemble s'avère nécessaire.



Un café citoyen convivial et participatif

## En savoir plus

### École : le défi du bien-être



L'école du XXI<sup>e</sup> siècle doit-elle rendre les enfants heureux ? Voici la question à laquelle ont tenté de répondre les invités de l'association Keragora, le 17 mai à Brest.

« Le bonheur n'a jamais été une finalité de l'éducation en France », a insisté le sociologue Christian Baudelot. Mais de plus en plus d'écoliers se rendent en classe la peur au ventre. À tel point que les écoles alternatives (Montessori, Freinet, écoles démocratiques) se développent. Cependant, l'éducation nationale insiste de plus en plus sur le bien-être à l'école et met en place des

méthodes qui permettent aux élèves d'apprendre tout en s'épanouissant.

En savoir plus : <https://keragora.tumblr.com>

### Herboristes



Le Sénat a procédé à la nomination des vingt-sept membres de la mission d'information sur le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir. Jean-Luc Fichet en est tout naturellement le vice-président. « Je suis d'autant plus ravi de cette nomination qu'en 2011, j'avais déposé une proposition de Loi visant à créer un diplôme et organiser le métier d'herboriste », a rappelé le sénateur du Finistère.

En effet, le diplôme d'herboriste a été supprimé le 11 septembre 1941 par le gouvernement de Vichy. Les étudiants français qui veulent s'engager dans

cette filière d'avenir sont obligés de se rendre au Royaume-Uni, en Suisse, en Belgique ou en Allemagne qui offrent des formations diplômantes en herboristerie.

### Le City group repart

Campagnes électorales obligent, le City group du Finistère a réduit son activité durant l'année 2017. Il va reprendre son activité le 30 mai, lors d'une réunion de reprise, à 20h00 au local de Brest. « Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour animer le City group et participer à ses travaux », insiste Josselin Chesnel. Le secrétaire fédéral à l'Europe et à l'International ne souhaite pas mélanger les rôles. D'autant qu'il sait que le City group dispose de suffisamment de forces militantes en interne pour écrire un nouveau chapitre de son histoire.

Cette réunion est donc ouverte à tous les adhérents qui souhaitent mieux comprendre les enjeux européens s'impliquer d'avantage dans les débats à un moment où l'Union est confrontée à la montée des populismes et des mouvements europhobes.

# Agenda

26 mai

10h00 : Conseil fédéral  
à Quimper, salle des  
Halles St François.

Retrouvez-nous sur  
Facebook

<https://www.facebook.com/PS.Finistere/>

+ de 1 000 Likes  
Merci !



## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1228 - Vendredi 25 mai 2018  
[www.ps29.org](http://www.ps29.org) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)  
Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# Le double défi d'Andrea Nahles

Nicolas Stallivieri

**Le SPD, dirigé pour la première fois depuis sa création, il y a 150 ans, par une femme, Andrea Nahles, est confronté à un double défi, nous explique Nicolas Stallivieri, conseiller consulaire élu en Allemagne du Nord : il doit à la fois se réformer en interne tout en participant au gouvernement de grande coalition.**

**Cap Finistère : Qui est Andrea Nahles, la nouvelle présidente du SPD ?**

**Nicolas Stallivieri :** Andrea Nahles est une figure de l'aile gauche du SPD, dont elle a fondé, puis longtemps animé, le principal forum : DL21. Elle fut la secrétaire générale du parti social-démocrate allemand de 2004 à 2014 mais elle fut surtout ministre du Travail dans la précédente grande coalition, entre 2013 et 2017. C'est elle qui a mis en place, en 2015, le salaire minimum, vieille revendication des sociaux-démocrates. Il faut bien se rendre compte que l'instauration de ce salaire minimum de 8,5 euros de l'heure a donné lieu à d'importants débats en Allemagne où une partie du patronat annonçait une catastrophe économique s'il était mis en place. Chacun voit, aujourd'hui, qu'il n'en est rien et une commission paritaire de dialogue social, associant syndicats et patronat est chargée de fixer son montant.

**Cap Finistère : Sur quel projet a-t-elle été élue ? Quels sont les défis qu'elle va devoir relever ?**

**Nicolas Stallivieri :** Andreas Nahles était la candidate de la direction du SPD. Elle était opposée à une autre femme, Simone Lange, maire de Flensburg en Schleswig-Holstein, qui présentait une candidature plus « militante ».

C'est elle qui a convaincu les adhérents de voter en faveur de la grande coalition en expliquant que l'accord signé avec la CDU et la CSU permettait de faire avancer plusieurs dossiers. Elle fait le pari qu'il est possible, à la fois, de réformer le parti, mais aussi de participer au gouvernement et d'y porter des mesures de progrès social et écologique.

**Cap Finistère : Dans quel état trouve-t-elle le SPD ?**

**Nicolas Stallivieri :** Je crois que les sociaux-démocrates allemands se sont rendus compte que leur parti est à la croisée des chemins et doivent répondre à plusieurs défis. D'abord, la montée de l'extrême-droite qui a réussi à constituer un groupe parlementaire au Bundestag, le troisième en nombre de députés (après ceux de la CDU/CSU et du

SPD). Au départ Alternativ fur Deutschland était un parti euro-sceptique se présentant lui même comme anti-euro mais pas anti-Europe. Mais il s'est rapidement transformé en un mouvement national-conservateur puis d'extrême droite, qui réalise ses meilleurs scores dans les zones rurales, parmi les électeurs des classes populaires. Au Bundestag, ses élus sont dans la provocation permanente et sont très présents dans les médias.

Ensuite, les sociaux-démocrates allemands se sont rendus compte qu'ils ne sont pas épargnés par la crise qui frappe la majorité des partis socialistes et sociaux-démocrates européens. L'hyper-popularité dont a bénéficié Martin Schulz s'est très vite transformée en hyper-impopularité.

Face à ces défis, Andrea Nahles s'est donnée deux ans pour repenser complètement le profil et le fonctionnement du SPD. Elle a initié et accompagne un cycle de conférences régionales et nationales pour actualiser son programme et l'adapter aux nouvelles réalités sociales et aux transformations à l'œuvre dans le monde du travail. Elle veut aussi rendre le SPD plus démocratique, plus divers, plus écologique et plus digital. Il faut préciser que ce débat se déroule au sein du parti mais aussi à ses interfaces avec la société civile et les autres partis de gauche grâce à des forums de discussion et d'action commune comme la Progressive Soziale Plattform ou des fondations, en particulier la Friedrich-Ebert-Stiftung, Think tank solidaire très actif.

Mais tout ce processus se déroulera dans un calendrier électoral compliqué, puisque plusieurs élections interviendront dans les Ländern, en Bavière et en Hesse. Et se profile aussi, l'année prochaine, le scrutin européen.

**Cap Finistère : Justement, comment s'annoncent ces élections européennes pour les sociaux-démocrates ?**

**Nicolas Stallivieri :** Le SPD est sans doute le parti allemand le plus européen. Certains membres du SPD ont pu être tentés, à un moment, de rejoindre Emmanuel Macron. Cependant, il est maintenant clair pour eux que son gouvernement mène une politique de droite et les sociaux-démocrates allemands siégeront bien dans le groupe Socialistes et Démocrates et pas dans celui des libéraux.

Lire l'interview intégrale sur [www.ps29.org](http://www.ps29.org)

